

Plan pauvreté : pauvreté d'un plan !



Ce Gouvernement qui ignore les plus modestes !

Il aura fallu plus de 6 mois après le 1er confinement pour que Macron s'aperçoive, le 14 octobre 2020, que le coronavirus « frappe de manière très injuste, encore plus dans les milieux les plus précaires, les plus pauvres ». Le Gouvernement a donc présenté son « plan d'aide aux ménages les plus modestes ». Temporaires et limitées, ces mesures s'inscrivent dans la droite ligne de la politique conduite par le président des ultras riches. Ce Gouvernement considère toujours que revaloriser les minima sociaux freinerait le retour à l'emploi, alors que nous savons que c'est totalement faux !

Le plan : 19 mesures « réchauffée »s et cumulées sur l'année 2020

Rapidement, on comprend que les 19 mesures ne sont que le cumul des « mesurette »s proposées tout au long de l'année 2020. Ce n'est qu'une esbroufe de plus dont Macron est devenu spécialiste.

Une fois de plus les annonces de Jean Castex relèvent du saupoudrage alors que l'Insee annonce déjà 1 million de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté.

Parmi les mesures, figurent 30 000 accompagnements supplémentaires via le dispositif d'insertion par l'activité économique. Doublement des « parcours emplois compétences (PEC) » dans les quartiers de la politique de la ville. Aide aux impayés de loyers. 1 500 places d'hébergement et d'accompagnement social pour des femmes sans abri sortant de maternité avec leur nourrisson.

Pour les jeunes, par exemple, 50 000 places en Garantie Jeunes supplémentaires (en plus des

100.000 prévues), et 100 000 nouveaux services civiques, mais avec quels postes en plus dans les missions locales, et sans augmentation de la misérable allocation de service civique ?

Un choix assumé

Mais comment pourrait-il en être autrement, alors que dans son plan de relance à 100 milliards d'euros présenté à la rentrée, le Gouvernement n'a réservé que 1,8 Milliards d'euros pour les plus pauvres.

Le plan de relance pour qui ? 1,8 Milliards d'Euros pour lutter contre la pauvreté, et... 10 milliards de baisse d'impôts pour les entreprises. Plus de 5 fois plus donc, alors que, comme prévu, la pauvreté explose !

C'est toute la politique budgétaire et fiscale du gouvernement qui devrait être réorientée, en revenant sur les cadeaux aux plus riches et les coupes dans les aides sociales subies par les plus pauvres.

Vive les riches et les entreprises !

Pour les riches tout va bien : Les 25 milliardaires les plus riches du monde ont vu leur richesse augmenter de 255 milliards de dollars entre la mi-mars et la fin mai seulement et 32 entreprises, qui comptent parmi les plus grandes multinationales de la planète, devraient enregistrer cette année une hausse spectaculaire de leurs bénéfices, soit 109 milliards de dollars de plus que leur bénéfice moyen réalisé au cours des quatre années précédentes (Source Oxfam - 10 septembre 2020)

Concernant les minima sociaux, tout geste avait déjà été exclu !

Depuis le début du quinquennat, la ligne n'a pas varié. La stratégie de lutte contre la pauvreté de l'exécutif oublie presque systématiquement... les pauvres.

Comment pourrait-il en être autrement : Sans lutter contre l'hyper concentration des richesses ?

Sans lutter contre l'évasion fiscale ? Sans une véritable taxation des profits ?

Dans le même temps, la France verrait s'ajouter un million de personnes aux 9,3 millions de personnes vivant déjà sous le seuil de pauvreté monétaire, qui concernait 14,8 % des ménages en 2018, selon l'Insee. Et cela sans même compter la vague de destructions d'emplois qui commence à s'abattre sur le pays.

Au cœur de nos préoccupations, on trouve également les jeunes. Les 18-25 ans, qui sont frappés de plein fouet par la crise, n'ont pas droit au RSA, et le Gouvernement a refusé de leur y donner accès. Et face à ce trou béant du système de protection sociale, le Gouvernement préfère rester muet.

L'urgence n'est pas aux déclarations de bonnes intentions et encore moins aux « mesurette » mais à l'éradication totale de la pauvreté par des mesures concrètes !

Augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux et les prestations sociales !

Toutes et tous mobilisés le 5 Décembre 2020 !

Manifestation annuelle des chômeurs, des précaires, des privés d'emploi